HISTORIA
magazine
51
Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 249 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



13 MAI : INSURRECTION EN ALGÉRIE





ALGER : 13 MAI L'INSURRECTION

PEU nombreux sont les députés qui, en se rendant à l'Assemblée nationale, ce 13 mai, pensent que la journée se terminera par une insurrection en Algérie.

Certes, la situation s'est lentement dégradée au cours des dernières semaines. L'acceptation par le gouvernement Gaillard de la procédure des bons offices a créé un malaise dans la population européenne et parmi les Français musulmans ralliés à l'armée.

A-t-on, enfin, tenu compte, à Paris, de l'alerte donnée par le commandant en chef en Afrique du Nord sur l'irritation des militaires qui voudraient, comme en Indochine, mettre fin aux abus de certains colons, mais proposent l'égalité des droits dans une Algérie rénovée?

Enfin, la présence de Nasser en U.R.S.S. n'annonce-t-elle pas une aide plus importante aux insurgés algériens?

L'exécution sommaire de trois soldats français, annoncée bruyamment, et de Tunisie, par le F.L.N. donne aux associations d'anciens combattants et à l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française l'occasion d'une manifestation de masse que personne ne peut empêcher. Le ministre-résidant se trouve, en effet, à Paris et les organisateurs peuvent être sûrs, au départ, d'avoir à leurs côtés les autorités militaires!

Et tandis que Pflimlin lit sa déclaration d'investiture devant l'Assemblée nationale, la foule algéroise, déchaînée, rassemblée autour du monument aux morts à Alger, est entraînée par quelques meneurs vers le Gouvernement général, qui ne résiste pas à l'assaut.

Cependant, malgré cette agitation, un homme reste calme, maître, finalement, de la situation : le général Salan. En pleine insurrection, il se verra déléguer les pouvoirs civils par le président sortant Félix Gaillard, pouvoirs confirmés, peu après, par Pierre Pflimlin.

Il réussira à rester dans la légalité, à conserver ses liaisons avec Paris. Il se retrouvera, après la longue nuit du 13 au 14 mai, en position d'arbitre.

Répondant alors aux vœux des Français d'Afrique du Nord, comme à ceux de l'immense majorité des Français de la métropole, il fera appel au général de Gaulle.

Quelques jours après, l'« Homme du 18-Juin » sera au pouvoir. Il l'abandonnera, près de onze ans plus tard, à la suite d'une autre insurrection, au mois de mai également, en France cette fois, à laquelle la fermeture de l'Odéon aura en fait mis un point final...

Sommaire n° 51 - Historia magazine n° 249

Couverture : Photo Collection Tallandier



En ce mois d'avril 1958, grouillant de complots, face à un régime qui se décompose, les regards se tournent vers l'armée d'Algérie, et l'armée se tourne vers son chef, le général Salan. Depuis Sakiet, la révolte gronde dans les popotes.

Pellissier

IL ÉTAIT UNE FOIS LE 13 MAI

AVRIL 1958. L'orage gronde en Algérie. L'atmosphère est lourde de tous les bruits qui circulent. L'inquiétude et la colère gagnent tous les milieux européens, qui s'agitent. Le doute renaît dans la population musulmane, qui s'interroge et attend.

L'affaire de Sakiet, la recrudescence des combats dans la zone frontière contre des unités de l'A.L.N. entraînées et armées en Tunisie, la virulence des campagnes de presse, la mission dite de « bons offices » de Robert Murphy et la crainte qu'elle n'entraîne un Dien Bien Phu diplomatique, la chute, le 15 avril, du gouvernement Félix Gaillard, les échecs de Bidault et de Morice, défenseurs de l'Algérie française, enfin la désignation de Pleven, que l'on dit favorable aux thèses anglo-américaines, tout cela fait monter la température à Alger.

L'orage est près d'éclater.

17 avril. Une grenade explose au siège du consulat américain, attentat revendiqué par un certain Mouvement indépendant français, inconnu jusqu'à ce jour. Il traduit l'inquiétude causée par les « bons offices » et la conviction que les Anglo-Américains veulent amener la France à négocier. Les cadres de l'armée ne sont pas loin de partager cette opinion. Les partis politiques nationaux, les anciens combattants, les milieux activistes s'agitent et multiplient les réunions. Certains agissent en liaison avec les milieux parisiens favorables à l'Algérie française, d'autres avec ceux-là qui

pour le Comité d'entente des anciens combattants, garder l'Algérie avec "l'armée au pouvoir"



E.C.P.A.

◀ Chaban-Delmas joue l'armée. Ministre de la Défense nationale sortant depuis le 15 avril (chute du gouvernement Gaillard), il a gardé, à Alger, son antenne, menée par Delbecque, et des contacts fréquents avec Bigeard *(à sa droite)*. Ici, au centre « Jeanne-d'Arc », commandé par Bigeard.

Sur la plage, près de Philippeville, le centre « Jeanne-d'Arc », conçu et lancé par Chaban-Delmas et Bigeard. Chaban, démissionnaire, viendra l'inaugurer impromptu le 7 mai. A « Jeanne-d'Arc », on apprenait, disait-on, les méthodes de la guerre subversive. Mais aussi celles du coup d'État... ▶

sont surtout décidés à exploiter l'affaire algérienne pour renverser le régime, le « système ».

Léon Delbecque, représentant sur place du ministre de la Défense nationale, multiplie ses voyages entre Alger et Paris, tandis que Dumont, homme de confiance de Soustelle, vient prendre la température d'Alger. Ils m'entretiennent de leurs craintes et de leurs espoirs. Le journal *Combat* fait campagne pour le retour du général de Gaulle.

23 avril. Chaban-Delmas multiplie aussi ses voyages en Algérie. Il y est de nouveau le 23, en pleine crise ministérielle, et rencontre, en privé, Jacques Chevallier. Lors d'un précédent voyage (le 24 février), parlant de la situation politique, il m'avait dit cette phrase énigmatique : « Ne vous inquiétez pas, nous sommes trois jeunes hommes politiques qui savons ce que nous voulons ! » En somme, les trois mousquetaires.

Le même jour, réunion du Comité d'entente des anciens combattants, suivie, le 24, au siège du parti des républicains sociaux, de celle de tous les délégués des partis nationaux algériens. Il s'agit de décider de l'opportunité d'une manifestation de masse en faveur de l'Algérie française, afin de faire pression sur le futur gouvernement. Manifestation formellement désapprouvée par Robert Lacoste. Les hésitations sont balayées par la fougueuse harangue de Léon Delbecque, arrivé en fin de réunion.

A.F.P.

◀ A gauche, le colonel Thomazo. Il est de tous les complots. A droite, Neuwirth. Gaulliste. Il arrivera à Alger en uniforme, avant le 13, pour une « période ».



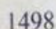
A.F.P.

Delbecque, l'homme de Chaban, organise de main de maître le Comité de vigilance et le défilé du 26 avril. Amenant les Algérois au gaullisme par le biais Soustelle. ▶

Décision est alors prise : samedi 26, grève générale de 14 à 17 heures ; à 16 heures, défilé et dépôt d'une gerbe au monument aux morts.

Le colonel Thomazo, l'un de mes adjoints, qui assure ma liaison avec les milieux anciens combattants et politiques d'Alger, me fait part dans la soirée de cette décision, qui est « irrévocable » : « La marmite est près d'éclater, me dit-il, il faut lâcher de la vapeur. » Je suis bien d'accord avec lui, mais sous réserve qu'il m'apporte la certitude que cette manifestation aura lieu dans l'ordre et la dignité, et que non seulement aucune « ratonnade » ne sera à redouter, mais que des musulmans y seront associés.

25 avril. Thomazo me transmet l'accord formel des organisateurs, qui assureront un rigoureux service d'ordre par leurs propres moyens. Cependant, dans la journée, Lacoste, à la radio, déclare toute manifestation aussi inutile qu'inopportune. En l'absence du général Salan, qui a été convoqué à Paris par Pleven, je vais, à 17 heures, voir le ministre, je



lui soumets le texte que je viens de rédiger. Pleinement d'accord, le préfet signe la note et la transmet aussitôt pour exécution à Massu.

Le 26 au matin, au Gouvernement général, où Lacoste vient de rentrer d'urgence, une réunion entérine les dispositions que nous avons prises, Barret et moi. A 14 heures, la grève est générale, dès 15 h 30, plusieurs cortèges, comprenant un certain nombre de musulmans, drapeaux en tête, se dirigent vers le plateau des Glières et le monument aux morts dans un ordre parfait et un silence impressionnant. On remarque quelques pancartes portant : « Contre un gouvernement d'abandon, l'armée au pouvoir ! » Le service d'ordre, discrètement disposé aux alentours, n'eut à aucun moment à intervenir.


Pouyet

conjure Lacoste d'autoriser la manifestation, me portant garant (en accord avec Massu, responsable du maintien de l'ordre) qu'il n'y aura aucun incident ! Après une longue discussion, j'arrive à convaincre Lacoste d'autoriser la manifestation. J'en fais part aussitôt à Serge Barret, préfet igame, avec qui j'entretiens les meilleures relations ; il approuve entièrement ma démarche. Nous sommes soulagés, mais pour peu de temps : à 20 heures, sur les antennes de Radio-Alger, Lacoste, retourné par son entourage, déclare que toute manifestation sur la voie publique est et demeure interdite et qu'il ne saurait tolérer sous aucun prétexte la manifestation prévue pour le lendemain, puis il se rend au terrain d'aviation et s'envole pour Paris.

Pancartes et grève générale

Que faire ? Je sais que la manifestation aura lieu de toute façon. Si l'armée s'y oppose, ce sera le heurt avec ses conséquences incalculables. Comme commandant du corps d'armée d'Alger, je n'ai pas à m'immiscer dans les questions du maintien de l'ordre en ville, responsabilité qui incombe à Massu, sous les ordres et par délégation du préfet. Mais le ministre et le commandant en chef sont à Paris. Aussi, je rédige une note de consignes pour les unités du maintien de l'ordre, qui « devront éviter tout heurt avec les manifestants, une épreuve de force étant à proscrire formellement ; leur rôle doit être de protéger les personnes et les biens contre toute violence ou tout acte répréhensible ». A 23 heures, je me rends à Hydra, au domicile de Barret et

Lacoste devant le front des troupes

Une motion est remise le soir même à Barret par les dirigeants des divers mouvements ; véritable serment de s'opposer à toute politique d'abandon, elle réclame la constitution d'un gouvernement de salut public.

Le 26 avril a amené une certaine détente. La preuve était faite que le turbulent Alger pouvait se discipliner, dans l'union de toutes les tendances sur le thème de l'Algérie française. Pour les leaders, ce fut aussi un test, une répétition générale réussie, permettant pour l'avenir toutes les audaces.

Cependant, les jours passaient et la France n'avait toujours pas de gouvernement.

Le 8 mai, comme chaque année, une prise d'armes doit célébrer l'anniversaire de la victoire de 1945. Robert Lacoste craint que la revue et le défilé traditionnels ne donnent lieu à des incidents et que lui-même ne fasse l'objet de cris hostiles. Il n'y assistera pas, donnant comme prétexte une invitation de Fouques-Duparc à se rendre à Oran. Le général Salan partage les craintes ▶

« Le F.L.N. est fort des hésitations de Paris ! » lance Lacoste en mai 1958. Le fait est que la bataille des barrages et, avant, la « bataille d'Alger » ont mis en pièces les réseaux terroristes et gravement atteint les katibas. Pour l'armée, il ne fait plus de doute que la guerre est sur le point d'être gagnée sur le terrain. C'est à présent aux politiques à jouer. ▶


Flament

Lacoste. Dilemme cornélien : faut-il céder aux raisons d'Alger ou à celle du parti ?

du ministre et pense qu'il faut réduire l'ampleur de la cérémonie. Personnellement, j'insiste auprès du commandant en chef pour que celle-ci se déroule avec tout le faste habituel et estime indispensable la présence de Lacoste. Son absence, dans les circonstances actuelles, serait considérée comme une désertion. J'affirme, enfin, qu'il n'y aura pas d'incident majeur à déplorer. Il en est ainsi décidé. Lacoste accepte de présider la prise d'armes. Mieux, je ne sais plus qui suggère au général Salan de décorer Lacoste de la croix de la valeur militaire devant le front des troupes. Autorisation est aussitôt demandée par télégramme à Paris.

Tres belle prise d'armes, revue et défilé se deroulent sans incident devant un public nombreux. *In extremis*, le défilé étant sur le point de s'achever, un message de Paris est remis au général Salan l'autorisant à décorer Lacoste. Je bloque aussitôt quelques unités pour former le carré, et le commandant en chef épingle la croix de la valeur militaire sur la poitrine de Lacoste, qui, remontant ensuite à pied vers le monument aux morts, se fait acclamer aux cris de « Lacoste avec nous ! Ne partez pas ! » L'affaire était gagnée.

Ne nous quittez pas... ou démissionnez

L'après-midi, réception au palais d'Été. Alors que les invités se retirent, un petit groupe, coupe de champagne à la main, entoure Lacoste. Il y a Salan, Maisonneuve, directeur du cabinet, Chaussade, secrétaire général, Peccoud, directeur de la Sûreté, Jouhaud, Auboyneau et moi-même. On commente les événements, la journée s'est bien passée, mais que réserve l'avenir immédiat ? M'adressant alors à Lacoste, je lui dis : « Vous ne pouvez nous abandonner dans un tel moment et après tout ce que vous avez fait pour l'Algérie ! Puisque le parti socialiste refuse sa participation au gouvernement, pourquoi ne pas démissionner ou vous faire mettre en congé et vous consacrer à la défense de l'Algérie ? »

Lacoste ne dit pas non et paraît même séduit, mais avant toute décision il voudrait être sollicité par la population et les anciens combattants. L'amiral Auboyneau s'occupera du groupement des anciens de la France libre, je me charge de contacter les autres groupements par l'intermédiaire de Thomazo, qui a assisté à la conversation. Les anciens combattants siègent en fin d'après-midi, mais, finalement, ils ne veulent pas s'engager avant une prise de position officielle et publique du ministre. Personne ne veut faire le premier pas, c'est un cercle vicieux.

9 mai, 11 heures. Je reçois au corps d'armée Léon Delbecque et Alain de Sérigny, rentrés de Paris le matin. Ils sortent de chez Lacoste, qu'ils n'ont pu convaincre de faire une déclaration. Ils estiment que la situation évolue très mal à Paris. Coty, me disent-ils, serait acquis à l'idée qu'il faut liquider l'affaire algérienne au plus vite, d'où le choix de Pleven, qui, au cours d'un récent voyage aux U.S.A., a rencontré des représentants du F.L.N. Ils m'affirment que le général de Gaulle, consulté, est totalement d'accord sur le programme de l'Algérie française ; enfin, ils me demandent que les généraux fassent, à leur tour, une pressante démarche auprès de Lacoste pour qu'il fasse une déclaration réclamant un gouvernement de salut public. Puis c'est Thomazo qui me met au courant de l'effervescence accrue qui règne dans les divers groupements.



Keystone

Et c'est, le 26 avril, le défilé silencieux, organisé par le Comité de vigilance, groupant les anciens combattants et les associations politiques. Succès des gaullistes, mais Lagaillarde, dès lors, est bien décidé à coiffer Delbecque au poteau, le jour J : 13 mai. ▶

A 14 heures, je me rends auprès du général Jouhaud, à la Ve région aérienne, et lui fais part de ce que j'ai appris. Il partage mes inquiétudes. Nous estimons que le commandement doit prendre position et allons voir le général Salan à son P.C. Que faire ? Une nouvelle intervention auprès de Lacoste ? Salan n'a pas confiance, le ministre est trop attaché à son parti pour s'en désolidariser. Reste le recours au président de la République.

Et nous commençons à rédiger le texte du fameux télégramme du 9 mai, expédié dans la soirée au général Ély avec demande pressante de le porter sans délai à la connaissance de René Coty. Ce télégramme se termine ainsi :

L'armée en Algérie est troublée par le sentiment de sa responsabilité :

A l'égard des hommes qui combattent et qui risquent un sacrifice inutile si la représentation nationale n'est pas décidée à maintenir l'Algérie française comme le préambule de la loi-cadre le stipule ;

Pellissier



◀ Lacoste, la mort dans l'âme, s'apprête à quitter Alger, le 11 mai. Massu lui dira au moment du départ : « Il n'y a plus que l'armée, ici ! » Le 9, les généraux ont envoyé, par l'entremise du général Ély, à René Coty, un télégramme qui est un coup de semonce. Le 10 mai, c'est la motion des capitaines de Massu demandant à Coty de prendre le pouvoir. On l'arrête à temps.

L'amiral Auboyneau, qui ▶ commande la flotte française en Méditerranée, rallie spontanément le mouvement militaire de mai. Au cours d'une réunion, il avouera qu'il est « gaulliste sentimental... »



ECPA

Le général Jouhaud. Il ▶ commande l'air en Algérie. Le 10 mai, il demande au général Ély l'envoi de toute la flotte de transport militaire en Algérie : en cas d'attaque sur la frontière tunisienne. Étrange motif...



Bail

Serge Barret, préfet ▶ igame d'Alger. Ancien résistant, ancien déporté, il répugne à l'idée d'abandonner l'Algérie et se révèle l'allié des militaires dans leurs décisions au moment du 13 Mai...



Collection Allard

A l'égard de la population française de l'intérieur, qui se sent abandonnée, et des Français musulmans, qui, chaque jour plus nombreux, redonnent leur confiance à la France, confiants dans nos promesses réitérées de ne jamais les abandonner.

L'armée française, d'une façon unanime, ressentirait comme un outrage l'abandon de ce patrimoine national et l'on ne saurait préjuger sa réaction de désespoir.

Avant de l'expédier, le général Salan va, à 18 h 30, soumettre ce télégramme à Lacoste, qui en approuve la teneur mais refuse de s'engager personnellement.

Massu et la motion des capitaines...

Dans la soirée, à la demande de Thomazo, je rencontre, chez le colonel en retraite Sieben, Robert Martel, entouré de quelques chefs de file de son mouvement. C'est la première fois que je vois le chef de l'U.F.N.A. (1), homme dynamique, décidé, au patriotisme exalté, prêt à tout, mais qui estime que rien ne peut être tenté sans le concours de l'armée. Or, dit-il, « que fait le haut commandement face à la situation actuelle? Rien ».

Je tente de le calmer en lui exposant combien le commandement partage les craintes et appréhensions des patriotes algériens, et comme preuve de ce que j'avance, je lui fais lire la copie démarquée du télégramme envoyé dans la nuit au général Ély pour René Coty.

A 23 heures, c'est le général Petit, adjoint d'Ély, en mission d'information, qui vient me voir. Assez énigmatique. Pour qui travaille-t-il?

10 mai. Le prince Napoléon demande à me rendre visite. A bâtons rompus, entretien de deux heures, sur la situation tant en France qu'en Algérie. Le prince ne se fait aucune illusion : « Nous allons à des événements graves », et il ajoute : « Mon désir serait de rester de ce côté-ci, quitte à reprendre du service, mais je crois que je serais plus utile à Paris à convaincre ceux qui ne se rendent pas compte de la situation en Algérie. »

A 18 heures, Massu entre en coup de vent dans mon bureau, il tient à la main une pétition rédigée par un groupe de jeunes officiers de sa division. C'est un appel au président de la République pour qu'il prenne lui-même le pouvoir; en voici quelques extraits :

Atterrés par la gravité de la situation extérieure et intérieure...

Indignés de l'attitude des groupes politiques...

Conscients de représenter la quasi-unanimité de ceux qui se battent en Algérie...

Certains que vous êtes la seule personnalité politique capable actuellement de faire l'unanimité sur votre nom...

Nous vous demandons de prendre le pouvoir, après avoir renvoyé pour un an les parlementaires dans leurs circonscriptions et dissous, pour une même période, tous les partis politiques...

Nous sommes certains que le peuple et l'armée n'accepteront jamais l'abandon d'une partie du pays...

C'est vous, et vous seul, qui pouvez encore le sauver.

Massu, peu au fait des derniers événements, vitupère « l'inaction des patrons qui devraient faire connaître leur opinion ». Je le mets au courant et lui montre le fameux télégramme. Il me supplie, alors, de le diffuser à tous les cadres, « c'est indispensable pour calmer les jeunes officiers ». Aussitôt, avec l'accord du général Salan, j'en fais une ▶

(1) Union française nord-africaine.

soudain une nouvelle tombe : trois soldats captifs du F.L.N. ont été fusillés

diffusion générale pour l'information de tous les cadres. La pétition ne sera pas envoyée.

11 mai. Pleven ayant finalement renoncé à former le gouvernement, c'est au tour de Pflimlin. Pflimlin, dont, à Alger, on n'a pas oublié l'article, publié dans un journal alsacien, dans lequel il se déclarait favorable à une négociation. Vers midi, à la sortie de la messe pour la fête de Jeanne d'Arc, Chaussade me dit son angoisse devant l'éventualité d'un gouvernement Pflimlin.


Collection Allard

Salan et Allard. Dans leur bureau de la Xe région et du corps d'armée bat le pouls de l'armée d'Algérie.

Pflimlin replonge dans les négociations

Le même jour, longue conversation avec Thomazo, qui a passé toutes ces dernières nuits en réunion avec les leaders des mouvements dont il se fait l'avocat auprès de moi : « Il faut déclencher un mouvement révolutionnaire, c'est la seule façon d'empêcher la constitution d'un gouvernement d'abandon et d'obtenir un gouvernement de salut public. Tout le monde est prêt à marcher ; et Paris est d'accord. » Qui, à Paris ? Je sens qu'il ne me dit pas tout. Je le questionne : « De Gaulle ? Je n'ai aucune confiance. De Gaulle ne peut être que le deux de trèfle, le dernier atout. – Peu importe, réplique Thomazo, les hommes nouveaux naissent des révotions. » En attendant, la nouvelle de l'exécution par le F.L.N. de trois soldats français, prisonniers depuis dix-huit mois en Tunisie, vient renforcer la colère. Les différents groupements et les anciens combattants ont décidé, hier, en apprenant cette nouvelle, d'organiser une cérémonie au monument aux morts à la mémoire des fusillés. « Ce sera une vaste manifestation populaire, dit Thomazo, un 26 avril renforcé. »

12 mai. Arrivée à Alger de M. Payra, du cabinet Pflimlin, porteur du projet de déclaration d'investiture. Réunion à 11 h 30 au G.G. Devant Maisonneuve (Lacoste a regagné Paris le 10), Salan, Jouhaud, Auboyneau et moi-même, Payra donne lecture du chapitre de la déclaration consacré à l'Algérie. C'est une invitation à la médiation du Maroc et de la Tunisie et une quasi-reconnaissance du F.L.N. Il est question d'un effort militaire de quelques mois pour préparer et faciliter la négociation. C'est un tollé. Unanimement nous estimons que ce texte est inacceptable ; je précise que l'effet sur l'armée sera considérable et que l'on peut craindre que des chefs ne refusent de risquer la mort de leurs hommes dans ces conditions. Par téléphone, Payra rend compte à Pflimlin des réactions du haut commandement. Cependant, à 20 heures, Pflimlin fait une déclaration radiodiffusée sur l'Algérie, sans modification majeure de ses intentions. *Alea jacta est !* Dans vingt-quatre heures le G.G. sera pris d'assaut. H

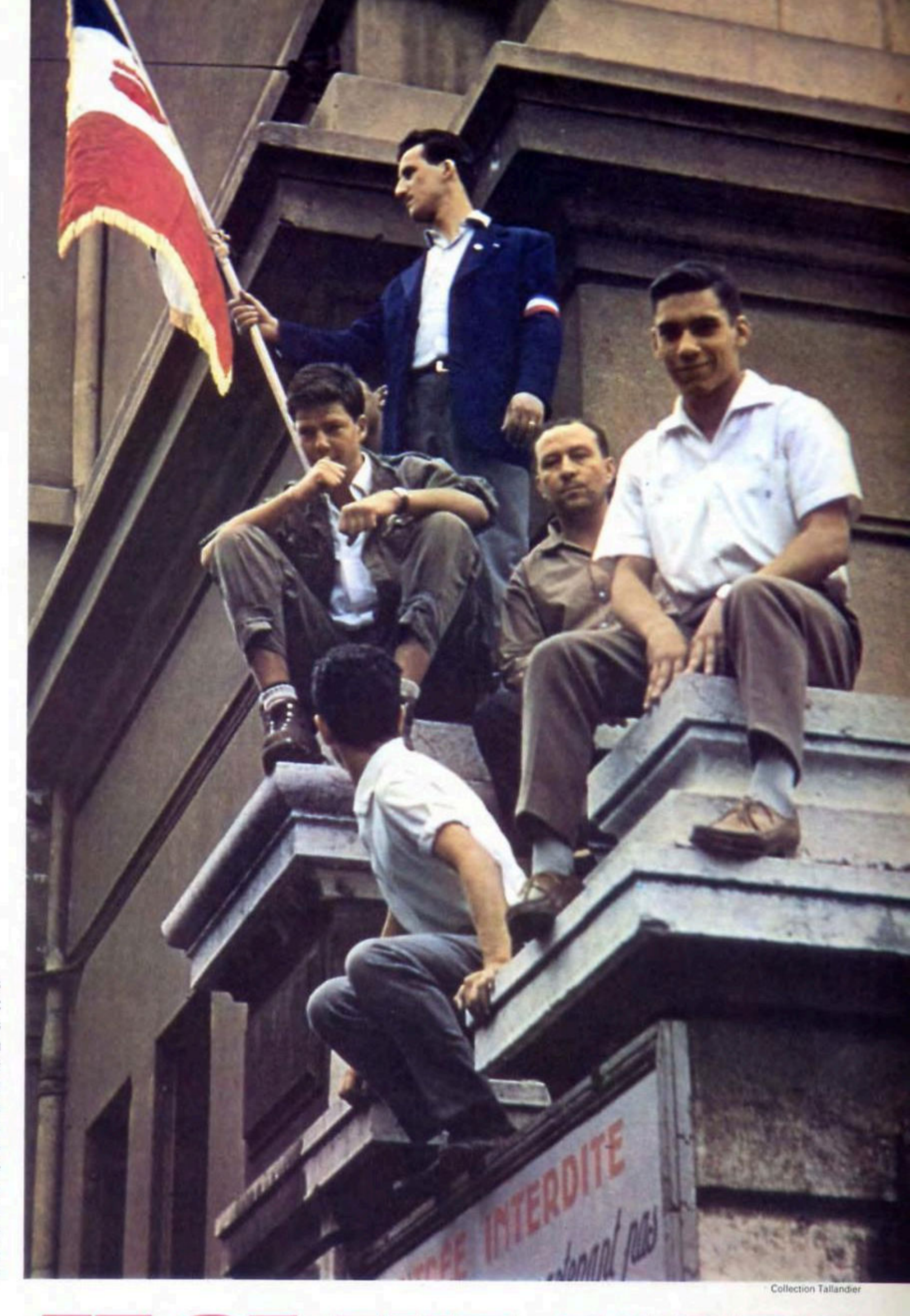



Litran/Paris-Match

Gélineau

Le drame vient de la frontière tunisienne. Sur notre photo, Lamy, l'une des portes du barrage. On apprend que trois soldats prisonniers du F.L.N. en territoire tunisien ont été fusillés. Dans vingt-quatre heures, le G.G. sera pris !

Général J. ALLARD



13 mai : grève générale dans la ville. Des voitures pie sillonnent les grandes artères, invitant les Algérois à se rendre en foule au monument aux morts pour célébrer la mémoire des trois soldats fusillés par le F.L.N. A la faculté, les grilles sont fermées et un panneau décrète « entrée interdite ». Mais, déjà, des étudiants et des gavroches d'Alger escaladent la « fac », drapeau en main. Dès 13 heures, les gens du bled affluent, en longs convois d'autos sur lesquels flottent, à perte de vue, les oriflammes tricolores.

Collection Tallandier

ET CE FUT ALORS LA RÉVOLUTION !

13 h : Alger débraye. Sous un soleil royal le bled déferle en cortèges tricolores



Gamma

◀ Dans tout Alger, de petits groupes se dirigent vers le monument aux morts, drapeau en tête. Ils viennent des quartiers périphériques et des hauteurs de la ville. Tous les âges et tous les milieux. Une sorte de fête sous le soleil. Ici c'est la montée au monument par l'avenue Pasteur.



D'autorité, Lagaillarde ▶ fait ouvrir les grilles de l'université, où il a rameuté ses troupes d'étudiants. Des scooters hérissés de drapeaux viennent chercher les mots d'ordre. La cérémonie au monument aux morts, prévue pour 15 heures, est reportée à 18 heures. Le colonel Godard, chargé du maintien de l'ordre, craint ces trois heures de battement...

PENDANT tout ce week-end-là, il a fait un sirocco terrible, avec des fureurs brusques, éclatant en tornades locales, arrachant un arbre ici, une toiture là, desséchant les jardins et portant sur les nerfs. L'atmosphère politique n'est pas moins torride. Il va se passer quelque chose. On le flaire. Mais on sait, par expérience, que rien ne se déclenchera avant le lundi. Jusqu'au 12, tout le monde ira ronger son frein sur les plages, remâcher le problème entre deux plongeons, dans des odeurs d'ambre solaire, de brochettes et de frites.

Du Figuier à Moretti, de La Madrague aux Bains-Romains, de Sidi-Ferruch à Jean-Bart, de La Pérouse à Fort-de-l'Eau, on « tapera le bain », le cœur ailleurs, l'esprit tourné vers le « système », vers Pflimlin, et, sur les lèvres, les mêmes mots : abandon, trahison, patrie, Algérie française. Si on devait les oublier, les tracts qui pleuvent depuis des semaines seraient là pour les rappeler. Bref, le drame couve au soleil, en ce dernier week-end de la IVe République. Le peuple d'Alger est tellement ignorant, pourtant, des lendemains qu'on lui prépare que l'éditorial d'Alain de Sérigny, dans le *Dimanche matin* du 11 mai, appelant de Gaulle, le laisse indifférent. Ici, on attend Soustelle !



Holmès-Lebel

◀ Mise à sac du Centre culturel américain, victime expiatoire de toutes les colères d'Alger. Pendant que, 300 mètres plus bas, devant l'université, Lagaillarde débouche en tenue de para, là, un groupe de jeunes excités a forcé la porte du centre et envahi les locaux. Des disques, des brochures de propagande volent sur la chaussée aux cris d'« Algérie française ! ».

Et puis c'est la rentrée des plages, le long des routes littorales. A Paris, le régime se meurt. A Alger, le 13 mai annonce sa couleur dès le 12. Il sera tricolore, résolument, anxieusement, désespérément tricolore. Il se passera quelque chose, mais quoi ?

Appelons-le Dupont, disons qu'il est policier et lisons le rapport, dans un style inimitable, des préparatifs de la « grande manif » du 13 mai :

Dans l'après-midi du 12 mai, le journal Dernière Heure *a reproduit un appel du Comité de vigilance invitant les Algérois à se considérer « en état de mobilisation, au service de l'Algérie, pour s'opposer à une investiture qualifiée d'inacceptable ».*

Le même journal a rappelé que le Comité d'entente des anciens combattants invitait également les Algérois à se rendre au monument aux morts, pour rendre un hommage « aux trois soldats martyrs assassinés par le F.L.N. ».

D'autre part, la parution de l'appel lancé par le comité directeur de l'U.D.C.A.-U.F.F. en faveur d'une grève illimitée fait



Holmès-Lebel

apparaître les premiers indices de nervosité de la population, en particulier à Bab-el-Oued, où les habitants de ce quartier se sont précipités chez les commerçants, pour assurer leur ravitaillement, par crainte d'une grève prolongée.

L'A.G.E.L.C.A., de son côté, fait placarder à la porte des différents établissements d'enseignement secondaire un tract demandant à ses adhérents de se réunir à 15 h 30 (heure rectifiée à 16 h 30), afin qu'ils se rendent au plateau des Glières, au pas cadencé (!) et précédés d'un drapeau tricolore et de banderoles.

Ce mouvement a également prévu un service d'ordre, qui doit encadrer le cortège, pour maintenir le calme et rappeler à l'ordre les manifestants qui se révéleraient particulièrement excités.

L'A.G.E.A. a invité ses adhérents à se réunir à 16 h 30 (heure rectifiée), à l'intérieur des facultés, afin d'être prêts à se joindre au cortège des lycéens.

M. Dupont, dans son petit rapport concis, consciencieux et apparemment terne, avait capté tous les ferments qui allaient donner à la journée du 13 mai 1958 sa dimension folle, inattendue, vertigineuse, faire d'une manifestation de masse une incroyable *fiesta*, et de cette *fiesta* une révolution comme le peuple les aimait à Alger, c'est-à-dire insouciante, chaleureuse, qui passait par le cœur plus que par la raison par les sentiments plus que par l'analyse.

Bien sûr, le Comité de vigilance, téléguidé par les gaullistes, lançait son appel de mobilisation des masses...

Bien sûr, les anciens combattants invitaient les Algérois à se rendre au monument aux morts, pour rendre hommage aux « trois soldats martyrs, assassinés par le F.L.N. ».

Les « Marie-Louise » de l'activisme

Bien sûr, les poujadistes exigeaient la grève générale.

Mais il y eut l'A.G.E.L.C.A., l'Association générale des lycées et collèges. En fait l'association des « Marie-Louise » de l'activisme algérois.

Et il y eut, surtout, l'A.G.E.A., l'Association générale des étudiants, derrière Lagaillarde, qui avait pris l'habitude de considérer la fac d'Alger comme son P.C. et dont les notes à l'école d'officiers de Châlons-sur-Marne, indiquent : « Intelligent, vif, énergique, mais préférant la pratique à la théorie... »

La fête commencera véritablement, et, il faut bien l'avouer, avec une inquiétante violence, à partir du moment où les machines à écrire et les dossiers de cent trente ans d'administration française en Algérie se sont mis à voler par toutes les fenêtres du G.G.

Le vent chaud est tombé. Un soleil royal baigne les hautes façades blanches autour du monument aux morts, les jardins du square Laferrière, la statue de Jeanne d'Arc, place Charles-Péguy, et, au loin, la baie où pas une voile ne glisse. Aujourd'hui, les piscines sont vides, les plages désertes, les magasins fermés, du palais d'Été à Bab-el-Oued et des hauteurs de la ville aux quais du port. Alger débraye.

Au parc de Galland, pas un enfant ne joue car, ce jour-là, on les a gardés à la maison, souvent confiés à la bonne, une Mauresque qui se demande ce qui va se passer, si la manifestation ne se tournera pas contre les musulmans. Au square Bresson, aux alentours de la Casbah, les petits ânes ont interrompu leur noria, et l'on n'entend pour l'heure que le charivari des oiseaux, qui nichent ici par myriades et fientent allégrement sur les vieux Arabes rêveurs. Des Arabes, on en voit peu. On n'en voit pas. La place du Gouvernement est béante. Les ruelles qui montent vers l'ancien fief de Yacef Saadi sont désertées. Il y a neuf mois que les derniers réseaux se sont disloqués et que le capitaine Sirvent tâte le pouls de la ville arabe, où ses zouaves patrouillent de plus en plus paisiblement. Ici, c'est la convalescence. Pour la première fois, les Arabes observent les Européens, plus intrigués qu'anxieux. Car, pour la première fois depuis des années, les Européens sont préoccupés par des histoires à eux. Le climat n'est plus au sang, aux cadavres, à la vengeance ou à la haine. Quelque chose va se passer, qui dépasse les musulmans.

On a disposé des bouchons de parachutistes autour de leurs cités et de la prison de Barberousse, où Yacef et ses tueurs rongent leur frein. Mais c'est une précaution du colonel Godard, commandant le secteur Alger-Sahel, responsable de l'ordre, et qui se demande ce que va faire la foule, convoquée pour 15 heures, alors que les autorités militaires ne déposeront leur gerbe au monument aux morts qu'à 18 heures. Il règne dans Alger une étrange atmosphère de ville ouverte. L'Histoire va s'y engouffrer.

Dès 13 heures, le bled débarque. Par longs convois d'autos, drapeaux claquant au vent, arrivent les colons de la Mitidja, du Sahel et même du haut Chélif. Des tracts, des émissaires, des coups de téléphone les ont alertés. Ils débouchent dans une ville qui a fermé ses bistrots, arrêté ses transports et pavoisé de bleu-blanc-rouge jusqu'au vertige. Tout le peuple converge vers ce boulevard Laferrière qui dévale du Forum jusqu'à la mer. Ceux d'El-Biar, d'Hydra, de Bouzaréa, de Château-

Pierre Lagaillarde, Danton en tenue léopard



E.C.P.A.

Pendant que la ville européenne bouillonne, la Casbah est étrangement calme et silencieuse. Elle observe. Godard a fait placer des bouchons de paras autour du quartier musulman. Ici, la place du Gouvernement.

Neuf, de la Colonne Voirol, de la Redoute, des boulevards supérieurs, le Telemly, l'avenue Foureau-Lamy, l'avenue De Lattre. On descend en voiture, à scooter hérissés d'oriflammes, souvent à pied, en famille, en bandes de copains, par couples qui se tiennent la main. Les filles ont le teint redoré par le coup de soleil du dernier week-end, elles portent de grandes jupes à fleurs, des ballerines, pour mieux marcher dans la « manif », et des lunettes noires (étrangement, à Alger, elles ont toujours cru que c'était la meilleure parade aux gaz lacrymogènes). Vers le haut de la rue Michelet, à l'angle du boulevard Victor-Hugo, une jeep de paras est arrêtée ; on les voit rire avec des gamines en fleur, qui n'ont pas une vue précise de l'événement, mais qui ont vécu à Alger à l'heure des flaques de sang. Leur Algérie française, c'est la paix, le soleil, la mer et les garçons. Le bonheur, quoi !

Ces filles, on les retrouve partout, dans cette journée de mai. Avec les étudiants, avec les paras, avec ces photographes de *Paris-Match*, qui les subjuguent.

Devant les Facultés aussi, dans les troupes d'étudiants de Lagaillarde. Comme l'Otomatic est fermé, comme la Cafeteria, comme la Brasserie des Facultés sont fermées, on s'assoit tranquillement au bord du trottoir et on regarde passer les autos munies de haut-parleurs, qui sillonnent la rue Michelet et lancent d'une voix de *sereno* :

« Français d'Algérie, il est 13 heures, la grève totale a commencé depuis un quart d'heure déjà. Tout est fermé à cent pour cent. Aujourd'hui, à la même heure, dans toutes les villes d'Algérie, c'est le même spectacle... Français d'Algérie, tout à l'heure, nous nous retrouverons tous par milliers, au plateau des Glières, pour manifester contre toute politique d'abandon et contre tout ministre résidant ne représentant pas un gouvernement de salut public seul capable de... »

Et l'auto passe, entraînant dans son sillage des hurlements « Algérie française », des bravos, des clameurs, et des *Marseillaise* chantées à gorge déployée...

... Ces féroces soldats?
Ils viennent jusque dans nos bras
Égorger nos fils, nos compagnes...

Les colons du bled reprennent en chœur au refrain. Ils en savent quelque chose ! Jamais *la Marseillaise* n'a collé plus justement à un état de fait !

« Lagaillarde ! Lagaillarde ! »

Lagaillarde a surgi, en tenue camouflée, son béret rouge comme une crête et l'air grave. Seul, avec une poignée de fidèles, dont Martel, Labbé. Il sait



Collection Tallandier

Collection Tallandier

16 heures. La tension monte, des autos venues du bled sillonnent la rue Michelet. La foule s'amasse entre la place Charles-Péguy et les facultés, au fond à droite.



Filles et garçons d'Alger ont pris possession de la rue. Assis sur le bord des trottoirs, ils écoutent les mots d'ordre, chantent *la Marseillaise,* font claquer leurs drapeaux et attendent leur leader, Lagaillarde. Les lycéens de l'A.G.E.L.C.A. assurent ici le service d'ordre.

que, tout à l'heure, coupant l'herbe sous le pied aux gaullistes du Comité de vigilance, il entraînera ses troupes, à toute allure, dans les escaliers qui montent au Forum et qu'il prendra le G.G. à l'abordage. Après...

Et toujours le Centre culturel !

Les grilles de la fac sont fermées, par ordre du doyen, et l'examen du P.C.B., qui devait avoir lieu ce jour-là est reporté. Détails... Lagaillarde fait ouvrir l'université d'autorité et, debout sur une balustrade, il harangue « sa » foule. Étudiants, poujadistes, les colons copains de la Mitidja. D'un grand geste, il impose silence, lance que « c'est le jour ou jamais », puis déploie le fameux drapeau tricolore dont il avait dit que ce drapeau-là ne sortirait qu'au jour de la « grande donnade » (qui signifie bagarre, à l'Otomatic).

Dans le même temps, évidemment, et cela fait partie du rituel algérois, une harka de zigotos fait sauter les vitrines du Centre culturel américain aux cris d' « Algérie française », s'engouffre par cette brèche, occupe les locaux et balance dans la rue les disques, les brochures, les dépliants du centre...

Occupés au saccage, ils n'assisteront pas à la grande entrée de Lagaillarde dans le spectacle du 13 Mai. Il est à peine 15 h 30, le boulevard Laferrière, qui va du Forum à la mer, est un Niagara humain qui déborde place Charles-Péguy, noie le monument aux morts. Aussi loin qu'on regarde, dans toutes les directions, c'est la foule, en masse profonde, portant ses drapeaux, ses bannières, ses banderoles, dans un lent mouvement de houle. Les cortèges débouchent, annonçant en lettres rouges, ou bleu-blanc-rouge, sur les calicots : « Blida », « Boufarik », « Coléa », « Tefeschoun », « Rivet », « Oued-el-Alleug », « Bourkika ». C'est la Mitidja en cortège. On les acclame et, dans le même temps, on ▶



Collection particulière

◀ **Quelques délégations de musulmans du Sahel se sont mêlées, dès le 13 mai, aux gens du bled qui affluaient vers Alger. Ce sont d'anciens combattants, des fellahs fidèles. Pendant que la foule s'amasse aux abords du monument aux morts, leurs convois sont encore sur les routes...**

l'Histoire surplombe le Forum, qui retrouve soudain sa vocation antique

conspue Pflimlin, on voue Mendès-France et Chevallier au poteau et l'on appelle Soustelle. Les klaxons déchirent *la Marseillaise* et le *Chant des Africains*, et portent sur les nerfs comme un doping. Autour des Facultés, les troupes du « Groupe des Sept », dont Lagaillarde a pris la tête, sont prêtes. Et la plupart armées. Plus de 4 000 hommes.

Soudain, quatre harkis surgissent dans la foule, garde personnelle du président des étudiants. Il les a ramenés du bled. On s'écarte, on se tait, médusé. On leur trouve des têtes farouches. Devant les facs, Lagaillarde et Martel sautent dans une camionnette. Le mousquetaire-Danton du 13 Mai empoigne son drapeau, et, avec un sens aigu de la mise en scène, il demande à ses harkis de marcher devant la camionnette, qui roule au ralenti. Cet étrange cortège progresse, ouvrant la foule, jusqu'au monument aux morts, dans les clameurs, les hymnes, l'exaltation qui monte.

– C'est qui ?

Beaucoup ignorent encore le nom, le visage du chef des étudiants d'Alger.

– C'est un para...

Lagaillarde improvise brillamment. Devant le monument aux morts, il saute de sa camionnette et, flanqué de ses harkis, il est en quelques enjambées devant la stèle, grimpe sur le socle et, à grands gestes, rameute ses troupes.

La masse éclatante du monument sous un ciel bleu de lin, rayonnant, la foule à perte de vue, avec ses couleurs d'été, la floraison des drapeaux bleu-blanc-rouge, dans les mains, aux fenêtres, aux balcons, sur les façades, sur les toits et dans le poing de Lagaillarde, c'est un spectacle inouï, auquel il faut assister en laissant au vestiaire scepticisme et intellectualité. Sinon, les révolutions resteraient dans les tiroirs. Soudain, les Algérois perçoivent quelque chose de nouveau. Cette fois, on ne va plus se contenter de brailler *la Marseillaise* et d'agiter des mouchoirs sur un quai, ni de se tourner désespérément vers Paris. Cette fois, il semble bien qu'Alger va prendre les choses en main, jusqu'au bout, et que ce barbu à la tenue camouflée et au verbe sonore ne se contentera pas de discours...

Le reste, on le sait. C'est écrit ailleurs, en détail. L'hélicoptère qui tourne au-dessus de la foule ; les gaz lacrymogènes lancés sur le Forum par les C.R.S. ; les insultes à ceux-ci ; les vivats aux paras de Trinquier, qui observaient nonchalamment ; Ducournau et sa pancarte, rejoints par Godard et son flegme ; enfin, le camion lancé comme un bélier dans les grilles du G.G. et Lagaillarde entrant le premier dans la place :

– C'était quand même impressionnant ! Comme si cette façade représentait le système !...

1 hectare dallé sort de sa quarantaine !

Alors commence le temps du Forum. Étrange ! Jusque-là, Alger avait dédaigné cette souveraine esplanade entre ciel, mer et jardins. Elle servait de parking aux autos des fonctionnaires du G.G. Quelquefois des amoureux venaient s'y installer, dominant le grand large. Mais peu. Et le dimanche, même, personne ne s'y attardait, ou des gosses jouant aux gendarmes et au voleur et s'enivrant de courses sur cet hectare dallé. Mais, enfin, le Forum sortit vraiment de son injuste quarantaine le soir du 13 Mai quand, le G.G. pris et les fenêtres ayant craché tout leur matériel et toute leur paperasse, il retrouva sa vocation antique.

– Où vas-tu ?
– Au Forum !
– D'où viens-tu ?
– Du Forum !
– Où est ta mère ?
– Au Forum !
– Comment as-tu appris ça ?
– Au Forum !

Dès 19 h 30, ce soir-là, Alger s'installa sous le balcon du G.G. pour un temps qui s'abolissait dans les *Marseillaise* et les délires patriotiques. Le Forum était un haut lieu. Il eut ses matins officiels, ses journées intimes, ses grandes nocturnes et ses *suspenses*. Le balcon devenait une scène où l'homme du micro, un gaillard blond qui s'appelait Montigny, présentait les vedettes de l'Histoire. Elles furent légion.

Mais les moments de la foule étaient plus importants que les hommes, dans ce grand drame lyrique de mai 1958. Il faut penser au 16 mai, qu'on appela « le miracle du 16 Mai », à l'heure où on n'avait plus peur des mots, et peut-être aussi à tort « la fraternisation », quand il valait mieux dire « la réconciliation ». Mais ceci est une autre fête... Une autre histoire... **H**

Marie ELBE



Moment historique. Il ▶ est 18 heures. Accompagné de Massu et suivi des généraux Jouhaud, commandant l'armée de l'air *(à la gauche de Massu)* et Allard, commandant le corps d'armée d'Alger, et de l'amiral Auboyneau – ces deux derniers séparés de la tête de la délégation par la foule – Salan arrive au monument aux morts, où l'accueillent les anciens combattants. Il déposera une superbe gerbe de roses.

A.F.P.

ON PRIT LE GG COMME ON PRIT LA BASTILLE !

E.C.P.A.

Mais Lagaillarde et ses ▶ troupes, qui regardent la scène, s'impatientent. Depuis la veille, le leader des étudiants a fait le serment de prendre le G.G. quoi qu'il arrive. Il veut précipiter les choses et créer « l'événement » avant les gaullistes. Dans quelques instants, il saisira un drapeau, criera : « Tous au Forum ! » et entraînera la foule à l'assaut du Gouvernement général. On le prendra à l'abordage. Comme la prison de la Bastille.



« Tous au G.G. ! » Les voici ! Un caviar de têtes, au-dessus desquelles flottent des bannières. Pendant des jours, ils se retrouveront là, sur le Forum, pour des messes tricolores.


Français
TOUS FRANÇAIS



17 h 45. C'est l'heure où Lagaillarde harangue la foule. Une foule comme un fleuve, qui prend sa source au pied du monument aux morts, dont on aperçoit la masse dans le lointain et

le nᵉ sac du Centre culturel américain

« L'ALGÉRIE restera française. C'est me faire injure que de me prêter l'intention de l'abandonner. »

C'est la déclaration de Pierre Pflimlin qui s'étale sur cinq colonnes à la une du *Journal d'Alger*, le quotidien libéral de Georges Blachette et Jacques Chevallier, le 13 mai 1958. Le président du M.R.P. a constitué son gouvernement – le vingt et unième de la IVᵉ République.

A quelques heures du vote, le souci évident de Pflimlin est de rassurer les Européens d'Algérie, de les convaincre qu'il n'est pas l'homme des abandons comme le présente l'intense campagne qui est menée de chaque côté de la Méditerranée. Il s'agit de désamorcer leur colère et de rendre sans objet la manifestation prévue à Alger, à partir de 17 heures, par le Comité de vigilance, qui a également lancé un mot d'ordre de grève générale.

Avant de quitter Alger, Robert Lacoste, on le sait, a interdit cette manifestation. Mais une heure plus tard, à 18 heures, c'est une cérémonie officielle qui est prévue au monument aux morts en présence du général Salan pour rendre un ultime hommage aux trois soldats français fusillés par le F.L.N. Aussi est-il probable que Pflimlin ne se fait pas trop d'illusions sur ses chances de calmer les pieds-noirs à la dernière minute et d'apaiser l'armée d'Algérie qui veut savoir pourquoi elle combat.

La Casbah se tait et attend...

Et le fait est qu'à Alger, sa déclaration tombe à plat. La ville n'est plus en état d'écouter quiconque ne se situe pas résolument dans le camp de l'Algérie française, tels par exemple Jacques Soustelle et Michel Debré. Elle a atteint la température voulue, d'un côté, par les activistes du type Ortiz, Martel et Lefèvre, et par les gaullistes de l'autre, rangés, ceux-là, derrière la haute stature de Léon Delbecque. Les uns et les autres entendent bien donner à la manifestation un prolongement révolutionnaire. Leur objectif : le pouvoir provisoire en Algérie, la fin du « système » à Paris. Leurs troupes : les milliers de manifestants qui ont maintenant l'habitude d'affronter les C.R.S. Leur atout : la sympathie des militaires, singulièrement des parachutistes.

Chaussures de basket, blue-jean, chemisette de toile, c'est la tenue de combat des jeunes Algérois qui sillonnent la ville depuis le matin à scooter ou en voiture pour appeler la population à manifester. Au-dessus de la riche plaine de la Mitidja, un *Piper* lâche des milliers de tracts à l'intention des colons qu'encadreront à Alger les militants du mouvement de Martel, le mystique, l'un des animateurs du « Groupe des Sept »(1).

A 15 heures, alors que la grève des transports publics, des magasins et des administrations est totale, il y a déjà des milliers de manifestants rassemblés au plateau des Glières, au bas de la grande

(1) Lagaillarde, Ortiz, Lefèvre, Goutallier, Martel, Crespin, Baille.



Collection Tallandier

Collection Tallandier

évale, par les jardins Laferrière, jusqu'au boulevard Carnot. Ici, on ne sait pas encore ce qui se passe là-haut, où Pierre Lagaillarde monte avec ses troupes à l'assaut du G.G.

poste. Le ciel est d'un bleu presque insoutenable. Il se confond avec la mer qu'une légère brise d'est taquine jusqu'à la faire écumer de rage contre les blocs de la jetée du Yacht-Club. Adossée à la colline, chauffée à blanc par le soleil, la Casbah est silencieuse. Elle attend, protégée par les réseaux de barbelés que le capitaine Sirvent, qui s'est illustré pendant la « bataille d'Alger », a fait disposer à chaque issue par sa compagnie du 9e zouaves.

Quatre harkis à l'université

A 16 heures, la foule est évaluée à 20 000 personnes. Des voitures scandent, en klaxonnant, le slogan « Algérie française ». Beaucoup de ces voitures arborent sur leurs portières, peints en blanc, le V de la Victoire et la croix de Lorraine. C'est l'escadron blindé de Léon Delbecque et de ses amis de l'antenne gaulliste d'El-Biar.

A 15 h 20, un incident, facilement prévisible, s'est déroulé rue Michelet. Des étudiants et des lycéens ont mis à sac le Centre culturel américain. Ils ont ensuite rejoint le gros des troupes de Pierre Lagaillarde massées devant les Facultés. Barbiche au vent, le leader des étudiants d'Alger, étonnant mélange de d'Artagnan, de Fanfan la Tulipe et de Cartouche mâtiné de Rastignac, a revêtu sa tenue bariolée d'officier de réserve des parachutistes. Quatre harkis athlétiques constituent sa garde personnelle.

16 h 15. Tandis que la foule piétine, un imposant cortège d'anciens combattants débouche de la rue Alfred-Lelluch, drapeaux déployés. Il y a parmi eux un grand nombre de musulmans. On les applaudit, mais plus haut, avenue Pasteur, des cris fusent : « Bourguiba assassin ! », « Fusillez Ben Bella ! », « Soustelle au pouvoir ! ».

17 heures. Une voiture munie d'un haut-parleur se fraye difficilement un passage. C'est celle du Comité de vigilance. Une voix se fait entendre :

« Les vrais assassins des trois soldats français tués en Tunisie par le F.L.N., ce ne sont pas les rebelles. Ce sont les intellectuels et les politiciens français qui, depuis toujours, ont soutenu la cause des tueurs. Nous ne les désignons pas à votre mépris mais à votre colère. »

Et pour « chauffer » un peu plus cette foule qui gronde, la conditionner, la préparer psychologiquement aux entreprises les plus follement audacieuses, le speaker ajoute en martelant ses mots :

« Nous tiendrons pour nuls les ordres de tout gouvernement du « système ». Le ▶

G. Bernard



Quand il racontera, plus tard, « sa » prise du ▶ Gouvernement général, P. Lagaillarde dira qu'au moment de forcer le seuil de cette gigantesque bâtisse il avait eu l'impression de renverser le système. Ce seuil, il le franchira à 18 h 45, l'arme au poing, quatre à quatre...





Les Algérois ne croient pas encore qu'on leur demande de faire une révolution. A l'appel de Lagaillarde, « Tous au Forum », beaucoup répondent sans se presser. Pourtant déjà, là-haut, les C.R.S.

Ducournau : "pas de c..." il reçoit des pierres

gouvernement pressenti est un gouvernement d'abandon. Il ne peut être entendu et ne sera pas davantage obéi. Le seul gouvernement légitime ne peut être qu'un gouvernement de salut public. »

C'est l'appel à la désobéissance, à la révolte. Le feu vert à la révolution. L'heure H approche...

En l'attendant, au monument aux morts où il a établi provisoirement son P.C. avec Robert Martel, qui brandit le drapeau de l'U.F.N.A., Pierre Lagaillarde envoie secrètement un commando jusqu'aux grilles du Gouvernement général pour « tâter » le service d'ordre constitué uniquement de C.R.S. Très vite, les jeunes gens sont fixés. A leur approche, les C.R.S. ont lancé quelques grenades lacrymogènes. Le vent chasse le gaz tout au long de l'escalier qui descend du Forum et l'on pleure jusqu'au pied de la stèle et même devant la grande poste.

La fumée n'est pas encore totalement dissipée quand, à 18 h 10, le général Salan, dans sa tenue toujours irréprochable, le visage impassible, se recueille devant le monument aux morts, où plusieurs gerbes de fleurs ont été déposées avant lui par les anciens combattants. Le commandant en chef est entouré de l'amiral Auboyneau, des généraux Jouhaud, l'aviateur, Massu et Allard, de Serge Barret, le préfet d'Alger, et du colonel Thomazo, « Nez-de-Cuir », le patron des U.T., qui a promis son appui à la fois aux activistes et aux gaullistes.

« Vive Massu ! », « L'armée au pouvoir ! », hurle la foule après la minute de silence et *la Marseillaise*. Salan, personne ne scande son nom. Le malheureux Massu ferait volontiers taire les braillards qui l'acclament. Mais voilà que le speaker du Comité de vigilance, installé dans la voiture haut-parleur, réclame le silence pour lire une déclaration du général Salan :

« Les officiers de l'armée sont venus aujourd'hui au monument aux morts pour rendre hommage aux victimes de la barbarie du F.L.N. Nous remercions la population d'être venue en grand nombre exprimer ses sentiments de solidarité totale avec ses soldats. » C'est neutre et pas compromettant pour un sou...

Les officiels remontent en voiture pour quitter l'avenue Pasteur. C'est à ce moment précis que tout va se jouer en quelques secondes. Déjà, la foule hésite. Elle ne sait pas quoi faire. Continuer à scander des slogans ? Se disperser ? Défiler derrière les anciens combattants ? Là-haut, sur les marches des escaliers du boulevard Laferrière qui conduisent au boulevard Berthezène et au Gouvernement général, un grand diable en tenue « léopard » lance à cette foule indécise, flottante, le cri qui va la galvaniser, lui donner un sursaut électrique :

« Ne vous dispersez pas. En avant ! Tous au G.G. ! Suivez-moi ! » hurle Pierre Lagaillarde, que les manifestants ont reconnu.

Un vieux slogan : C.R.S. dans l'Aurès

Une véritable marée humaine prend son élan pour gravir les escaliers du boulevard Laferrière derrière le jeune président des étudiants d'Alger. Robert Martel agite frénétiquement son immense drapeau tricolore au-dessus

Les paras de Trinquier arrivent. On parlemente. Sans pour autant cesser de jeter des pierres sur la façade. C'est un des






sont sur le pied de guerre. Ducournau, juché sur les grilles, veut intervenir. Godard *(à gauche)* fera rentrer les C.R.S. et venir les paras.

des têtes. Quelques heures avant la manifestation, le chef de l'armée secrète a dit à ses hommes, tous agriculteurs : « Je n'aurai peut-être pas le temps ni la possibilité de vous donner à chacun le top. Quand vous me verrez brandir ce drapeau, vous saurez que c'est le signal. »

Là-haut, sur le Forum, les lycéens et les étudiants, un foulard sur les narines pour se protéger des grenades lacrymogènes n'ont pas attendu le gros des manifestants pour attaquer le Gouvernement général. Ils harcèlent les C.R.S. à coups de pierres. Retranché derrière les grilles, le service d'ordre riposte en lançant des grenades lacrymogènes. Chaque explosion est marquée par des cris, des injures : « C.R.S. assassins ! », « C.R.S. dans l'Aurès ! »

Il est 18 h 20 quand le colonel Godard, responsable de la sécurité, donne l'ordre d'intervenir au 3[e] R.P.C., qui se tient en réserve tout près, boulevard du Telemly. Les C.R.S. disparaissent à l'intérieur du G.G. Le sous-sol absorbe leur masse compacte et sombre, hérissée de matraques et de boucliers. Accroché d'une main aux grilles, dressé sur la pointe des pieds, sa veste de toile à demi arrachée, le colonel de paras Ducournau, du cabinet militaire de Lacoste, fait des efforts désespérés pour calmer les étudiants. Des efforts désespérés et vains. Derrière les étudiants, qui constituent la section d'assaut, il y a maintenant la foule des Algérois pour les encourager, les épauler.

« Ne faites pas les c..., hurle Ducournau. Rentrez chez vous ! »

Une volée de pierres lui répond. L'une d'elles l'atteint à un genou, lui arrachant une grimace de douleur.

A l'intérieur du G.G., l'état-major de Lacoste est groupé dans le bureau de Pierre Maisonneuve, le directeur de cabinet. Ce bureau est situé au premier étage. Il dispose d'un balcon qui domine le Forum.

Autour de Maisonneuve et de l'élégant Chaussade, il y a Peccoud, le directeur de la Sûreté, Teitgen, Gorlin, le public-relations. A Paris, Lacoste a été prévenu par télex de la tournure des événements. Sa réponse tombe à 18 h 20.

« Minimiser si possible incidents sur place du Gouvernement général, recommande Robert Lacoste avant d'ajouter : S'il y a véritablement des musulmans dans manifestation, en faire dépêche A.F.P. spéciale. Souligner toutes réactions de paras et militaires. A tout prix éviter incidents au consulat général des États-Unis. A l'Assemblée, tendance générale à faire traîner débat pour avoir bilan manifestations Alger. Présenter bilan dès que possible en faisant ressortir ce qui est favorable. Affirmer notamment que manifestations, malgré incidents regrettables, n'ont pas revêtu le caractère de violence atteint le 6 février 1956 et lors de l'enterrement de M. Froger ou après la semaine sanglante de juin 1957. »

A l'heure où Maisonneuve décrypte ce télégramme secret, sur le Forum, les manifestants enfoncent les grilles d'accès au G.G. à l'aide d'un G.M.C. « emprunté » aux paras du 3[e] R.P.C. que Godard a « rameutés ». Dès leur arrivée, les « Bigeard's boys », que commande maintenant le colonel Trinquier, ont été salués par une formidable ovation.

Faut-il tirer ?

Dans le bureau de Pierre Maisonneuve où parviennent les clameurs, les coups assenés aux grilles, Chaussade est parvenu à joindre Lacoste par téléphone.

– C'est l'émeute, monsieur le ministre, lui annonce le secrétaire général. Faut-il tirer ?

– Non, Chaussade, pas question ! hurle Lacoste après avoir interrogé du ▶

camions des paras qui, finalement, servira de bélier pour enfoncer les grilles du G.G. dans des nappes lacrymogènes. A 18 h 50, le G.G. est pris. La foule commence à l'envahir.








Alphapress

Massu pique une colère, on le calme à temps

regard Félix Gaillard, le chef du gouvernement renversé, avec lequel, à Matignon, il suit anxieusement l'évolution de la situation à Alger.

Et elle évolue très vite, la situation, selon le plan révélé il y a quarante-huit heures par Paul Teitgen. Les événements de cette journée qui changera le cours de l'Histoire vont se précipiter, échappant même au contrôle des gaullistes, que les activistes ont pris de vitesse. A 19 heures, les grilles du G.G. ont fini par céder. Il n'y avait personne pour les défendre. Dans la cour d'honneur, les manifestants ont brisé les glaces des voitures officielles et d'un véhicule des C.R.S. Avec une Citroën traction avant qu'ils ont soulevée pour s'en servir comme d'un bélier, ils font éclater les grandes portes vitrées.

La brèche est ouverte. La foule, surexcitée, moite de sueur, s'engouffre dans le grand bâtiment blanc comme l'eau dans la coque d'un navire éventré. Et c'est bien ce qu'il est à ce moment-là, le G.G. : un bateau en perdition, dérivant dans la tempête, sans commandant. Les manifestants se répandent dans les bureaux et jettent par les fenêtres tout ce qui leur tombe sous la main, dossiers, circulaires...

Maintenant que le G.G. est « tombé » sans gloire, la colère de l'après-midi fait place à la joie, à l'exubérance. Une page est tournée. Ce qui vient de se passer, c'est le commencement de la fin pour un régime « pourri », c'est aussi la certitude, la conviction que, désormais, tout va changer.

Cependant, dans le grand bureau de Maisonneuve, au premier étage, c'est maintenant un désordre indescriptible, une cohue monstre. On ne sait plus qui est qui, qui est pour qui ou contre qui entre Lagaillarde, son fidèle lieutenant Forzy, Delbecque et Neuwirth, le colonel Thomazo, « Nez-de-Cuir »; les jeunes officiers de paras Pouget, Léger, La Bourdonnaye; les civils du cabinet de Lacoste, qui regardent avec effarement tout ce monde s'agiter, parler haut, donner des ordres.

La foule, masse de manœuvre

Lagaillarde est impatient de voir Salan pour lui remettre le pouvoir, conformément au plan du « Groupe des Sept ». Delbecque enrage parce que Soustelle est toujours à Paris au lieu d'être à Alger. Les paras attendent leur patron, Massu. Ils ne seraient pas mécontents de lui confier la suite des opérations car ils se méfient des civils, surtout des civils habillés en militaires.

Justement, le voilà, Massu. Avec son grand nez, ses cheveux en brosse, sa moustache hérissée, sa vareuse ouverte sur la poitrine, sa gueule de condottiere. Il débarque en pleine confusion. Son premier soin est de faire « vider » du G.G. tous ceux qui n'ont rien à y faire à l'exception du bureau de Maisonneuve. Mais quand il voudra faire évacuer également le Forum, Delbecque et Lagaillarde s'interposeront en même temps. Pas question de « démobiliser » la foule, qui reste le moyen de pression n° 1. On ne fait pas un 13 Mai tous les jours.

Maintenant, c'est Salan qui arrive. Raide, net, le visage fermé. Chaussade et Maisonneuve étant dépassés par les événements, c'est lui qui incarne la légalité républicaine, l'ordre. On presse le commandant en chef de dire quelques mots à la foule qui attend sur le Forum. Salan paraît au balcon.

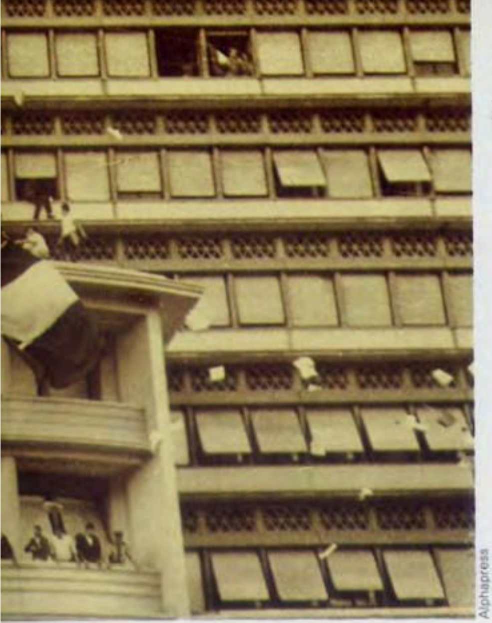
« Je suis le général Salan... »

Il n'en dit pas plus. La foule éclate en huées. En bas, on siffle, on crie :

Gamma



Les vitres du grand hall du G.G. ont volé en éclats. On entre désormais ici comme dans un moulin. Le buste de Marianne, qui trônait à l'entrée, a été enlevé par des manifestants. Les archives, les machines à écrire volent par les fenêtres. La *fiesta* commence. ▶





Le fameux balcon, où s'inscrit l'histoire du 13 Mai. Le G.G. n'est pas encore envahi. Des officiers du cabinet de Lacoste et des plantons regardent la foule déchaînée. Puis, soudain, un immense drapeau est déployé sur la façade, où ceux qui sont entrés appellent ceux qui sont encore sur le Forum. Lagaillarde en fait autant...

« Salan bradeur ! Franc-maçon ! Salan l'Indochine ! »

Plus pâle que d'habitude, « le Mandarin » n'insiste pas et rentre dans le bureau.

Que faire? C'est la question que Massu se pose. Furieux des injures que lui ont lancées en pleine figure les Algérois, Salan tempête après le service d'ordre qui n'est pas intervenu.

« Et maintenant, comment allons-nous nous en sortir? » demande-t-il lui aussi.

Pierre Lagaillarde exploite aussitôt l'embarras des deux militaires.

« Il n'y a qu'une chose à faire, dit-il à Massu. C'est constituer un Comité de salut public et exiger de Paris un gouvernement de salut public. »

Premier Comité de salut public, à 20 heures passées

C'est à Salan de décider. Mais le commandant en chef a disparu. Il est avec le général Allard dans un bureau voisin, où Pierre Chaussade a Félix Gaillard au téléphone. Paris est d'accord pour remettre provisoirement aux militaires d'Alger les pouvoirs civils et militaires. En quelques minutes d'une conversation dramatique, Salan se trouve investi de l'autorité civile. C'est à lui de décider, à lui seul.

A côté, dans le bureau de Maisonneuve, dans la même fièvre, la même agitation, Massu constitue rapidement un Comité de salut public. Il est un peu plus de 20 heures quand le général para, après avoir obtenu le feu vert de Salan, paraît au balcon. Il est follement applaudi par la foule : « Vive Massu ! L'armée au pouvoir ! »

Massu réclame le silence et donne la composition du premier Comité de salut public civil et militaire dont il assume la présidence.

Par la suite, le comité sera considérablement élargi. Léon Delbecque y fera entrer des gaullistes, tels Vinciguerra et Neuwirth. Pour l'heure, Delbecque mène auprès des militaires une partie serrée. Il s'agit d'avancer le nom de Jacques Soustelle et surtout celui du général de Gaulle. Or, autour de lui, mis à part Massu, Pouget et quelques autres paras, les gaullistes se comptent sur les doigts de la main.



Collection Tallandier

A 21 h 10, Massu, encore lui, reparaît au balcon du Forum, que l'on appellera le « balcon de la révolution », et lit à une foule en délire le texte du télégramme qui est adressé au président Coty :

Vous rendons compte création d'un Comité de salut public civil et militaire à Alger sous ma présidence à moi, général Massu. En raison gravité de la situation et devant la nécessité absolue de maintenir l'ordre pour éviter toute effusion de sang, le comité attend avec vigilance la création à Paris d'un gouvernement de salut public. Seul un gouvernement de salut public est capable de conserver



Camus/Paris-Match

Salan saute le pas. Paris décrète le blocus

l'Algérie comme partie intégrante de la métropole.

Nous avons de bonnes raisons de penser que la partie est gagnée et nous ne cesserons la lutte que lorsque la victoire sera totale et définitive.

Sur le Forum, les Algérois sont toujours aussi nombreux. Personne ne songerait à rentrer chez soi alors que l'on vit des heures exaltantes, historiques, qui peuvent déboucher sur un miracle. Les paras du 3e R.P.C., aux cheveux coupés court, des gars de Paris, de Rennes ou de Nancy, montent une garde flegmatique devant les grilles du G.G., où les lumières brillent.

Pendant ce temps, dans le bureau de Maisonneuve, qui ne désemplit pas, une partie décisive se joue. La *Caravelle* du soir a amené de Paris l'envoyé spécial du général Ély : le général Petit, un gaulliste. Sa mission : sauvegarder l'unité de l'armée, faire respecter la hiérarchie et éviter à tout prix une effusion de sang.

Pour Delbecque et ses amis, Petit, c'est l'allié de la dernière minute. Un allié de poids, que Salan écoute parce que c'est Ély qui l'envoie :

« Pour nous tirer d'affaire sans trop de dommages, suggère le général Petit au « Mandarin », il faut adjurer de Gaulle de sortir de son silence. »

Regard étonné de Salan, qui demande :

« Croyez-vous ? Et que devrais-je dire à de Gaulle, selon vous ? »

Petit explique alors que l'armée a pris dans cette affaire une position sur laquelle elle ne peut pas revenir, mais qu'il importe qu'elle ne se coupe pas de la nation. Seul le général de Gaulle, avec son passé, son prestige et son autorité, peut sauver la France de la guerre civile et rendre un arbitrage qui sauvegardera l'unité nationale.

Cet appel à l'ermite de Colombey, c'est un cas de conscience pour Salan, qui n'a jamais été gaulliste. Il finit pourtant par accepter. En petit comité, un texte est rédigé. Salan obtient que le nom de De Gaulle n'y figure pas. Il est remplacé par « un arbitre national ».

Le cri de « Vive de Gaulle ! »

« Je risque ma peau dans cette affaire », soupire le commandant en chef en le signant. Aussitôt, le télégramme est envoyé au général Ély :

Comme suite à ma communication téléphonique et devant troubles graves qui





Les drapeaux qui ▶ flottaient sur la façade sont pris par les manifestants et brandis, comme pour faire des signaux à la foule, en bas, qui ne réalise pas encore qu'elle vit une révolution et n'ose se ruer dans le G.G.

Camus/Paris-Match



◀ La foule est maintenant de plus en plus compacte sur le Forum. Elle regarde, un peu éberluée, voler par les balcons les dossiers de cent trente ans d'Algérie française. Tout un passé, son passé, réduit à néant.



Maintenant, nul ne ▶ pourra faire obstacle à la marée humaine qui passe les grilles et s'engouffre en chantant *la Marseillaise*. Il n'y aura pas un mort dans cette journée où tout était à craindre...

Camus/Paris-Match

menacent unité nationale en Algérie et qui ne peuvent être arrêtés sans risquer de faire couler le sang, les autorités militaires responsables estiment impérieuse nécessité de faire appel à un arbitre national afin de constituer un gouvernement de salut public en mesure de rassurer l'opinion algérienne.

Un appel au calme de cette haute autorité affirmant volonté formelle conserver Algérie française est seul capable rétablir situation. J'insiste sur le fait que gravité de la situation implique décision immédiate, dès cette nuit si possible. Je vous demande de porter télégramme de toute urgence à la connaissance du président de la République, du président du Conseil, de M. Lacoste, des présidents des assemblées, de M. Montel, président de la commission de la Défense nationale.

Signé : *Raoul Salan.*

Parallèlement à ce télégramme au général Ély, le Comité de salut public, à l'instigation de Delbecque, a rédigé un appel direct à l'ancien chef de la France libre. Massu le lit au balcon du Forum. Pour la première fois, aux cris de « Vive Massu ! », « L'armée au pouvoir ! », s'ajoute le cri de « Vive de Gaulle ! » poussé par des milliers de poitrines.

Paris : C'est un coup de force !

Un peu plus tard dans la soirée, c'est le nom de Salan qui sera acclamé quand le général paraîtra au balcon. Des membres des U.T. de Thomazo et des hommes du « Groupe des Sept » seront passés dans la foule, répétant cette consigne : « Il faut applaudir Salan. Il est des nôtres. »

Lorsque Salan aura déclaré solennellement : « Algérois, ayant la mission de vous protéger, je prends provisoirement en main les destinées de l'Algérie française », Thomazo lancera au micro :

« Le général se met à votre tête ! »

Mais, à Paris, l'appel à de Gaulle est considéré comme un véritable coup de force d'Alger. En accord avec P. Pflimlin, Félix Gaillard prend des mesures de représailles. Le blocus de l'Algérie est décrété. Plus de téléphone, plus de télex sauf pour les télégrammes officiels. Interdiction aux avions de décoller pour Alger. Les navires reçoivent l'ordre de se dérouter. Enfin, les pouvoirs de Salan le factieux sont limités au Grand Alger.

A 1 h 20 du matin, alors que la foule algéroise occupe encore le Forum, l'Assemblée nationale accorde son investiture au gouvernement de Pierre Pflimlin par 280 voix contre 126 et 135 abstentions. Elle ignore qu'elle vient d'accoucher d'un mort-né ! H

Francis ATTARD

ET LES PA



Yan Berry/Magnum

◄ **Les paras du 3ᵉ R.P.C., que les Algérois appellent encore les « paras Bigeard », bien qu'ils soient passés aux ordres de Trinquier, vont relever les C.R.S. sur le Forum. *Photo :* deux camions du 3ᵉ à l'angle de la mairie d'Alger et du boulevard Front-de-Mer. Ils attendent le moment d'intervenir.**



Collection Tallandier

L'ARMÉE française était troublée par le sentiment de sa responsabilité. Nombreux étaient les officiers prêts à entreprendre n'importe quoi pour sauver l'Algérie.

Cependant, le 13 mai 1958 n'a pas été un « coup d'État » préparé et dirigé par des militaires. Face à une situation créée par des comploteurs gaullistes, l'armée a agi en fonction des circonstances, hésitant entre deux devoirs : obéir aux ordres du gouvernement ou prendre ouvertement le parti de malheureux compatriotes menacés dans leurs biens et dans leur vie par une politique insensée.

Il s'ensuit donc qu'au soir du 13 mai l'unanimité était loin d'être réalisée dans l'armée sur la conduite à tenir face à des événements que personne n'avait prévus. Il fallut dix jours pour que les officiers les plus attachés à la discipline traditionnelle fissent bloc avec les parachutistes de la 10ᵉ D.P., qui, poussés par les circonstances, sans attaches ni ambitions politiques, s'étaient engagés les premiers.

L'après-midi du 13 mai, face à une foule déchaînée, les généraux Salan, Allard et Massu firent tout ce qui était humainement possible pour ramener le calme dans les esprits. A aucun moment ils n'ont envisagé de transformer cette manifestation en mouvement insurrectionnel et d'en prendre la tête.

Le général Massu, devenu, après la « bataille d'Alger », le plus populaire des généraux d'Algérie, harcelé par les manifestants qui avaient envahi le G.G., refusait obstinément de former, comme ils le lui demandaient, un Comité de salut public.

Pour ma part, arrivé fortuitement au G.G. avec deux compagnies de mon régiment, pressentant que j'allais être dans l'obligation de tirer sur la foule pour le faire évacuer, je choisis sans hésiter de me ranger à ses côtés. J'avais pleinement conscience de remplir le premier et le plus ancien des devoirs de toute armée : la protection de ses concitoyens. Je n'avais pas d'autre pensée.

Le temps n'était pas venu où un général gaulliste ferait massacrer sans hésiter, dans une rue d'Alger, une foule de malheureux désemparés et désarmés.

Dès mon arrivée au G.G., je fus porté par les manifestants au premier étage, où se trouvait le général Massu, que je n'avais pas vu depuis plusieurs mois. Submergé par la foule, il m'aperçut me dirigeant vers lui. Et, brusquement, il me posa le problème face auquel, depuis une heure, il se trouvait brutalement placé :

– Ils me demandent de faire un Comité de salut public. Qu'en penses-tu ?

– Je suis d'accord, lui répondis-je sans hésiter, je vous suis.

Trinquier, Ducasse et Thomazo

Aussitôt, il prit un papier et inscrivit mon nom : puis, se retournant vers le colonel Ducasse, son chef d'état-major et un de mes meilleurs camarades :

– Ducasse, je vous inscris ? lui dit-il.

– D'accord, lui répondit Ducasse avec un calme olympien, vous pouvez.

Hâtivement, Massu ajouta les noms d'un certain nombre de personnes qui l'entouraient et qui le lui demandaient (neuf). Puis il se dirigea vers le balcon où un micro venait d'être installé. Le colonel Thomazo s'approcha alors et lui demanda d'être ajouté à la liste. Massu l'inscrivit, puis saisissant le micro, face à une foule anxieuse, d'une voix forte et assurée, il prononça ces paroles que je n'oublierai jamais :

– Moi, général Massu, je viens de former un Comité de salut public avec le colonel Trinquier, le colonel Ducasse, le colonel Thomazo (puis les noms des civils, dont je ne connaissais aucun), pour qu'en France soit formé un gouvernement de salut public présidé par le général de Gaulle !

Or Massu venait de faire cette brillante déclaration sans en référer à personne, ni à Ducasse ni à moi-même. Nous étions brusquement embarqués dans une aventure sans l'avoir envisagé auparavant ! Si Massu avait ainsi brusquement franchi le Rubicon, ce n'était certes pas pour s'emparer lui-même du pouvoir, mais, gaulliste fervent, il croyait que, dans les circonstances du moment, de Gaulle était l'homme le mieux qualifié pour l'exercer.

N'ayant jamais abordé un tel sujet avec nos camarades, nous nous trouvions subitement placés à la tête d'un mouvement insurrectionnel d'une

IS ? CETTE QUESTION !



Gendarmes et paras, côte à côte sur une des corniches du Gouvernement général, regardent le spectacle impressionnant de la foule de mai. Derrière eux, dans l'édifice, déjà, les intrigues se nouent, les audaces languissent. C'est la révolution des dupes.

violence inouïe dont le seul but était de renverser le système établi. Le plus important était de nous assurer d'abord de l'appui de nos camarades de la division.

Pour ma part, mes officiers et tout le régiment, apprenant la décision que je venais de prendre, s'étaient rapidement portés au G.G. et manifestaient bruyamment leur enthousiasme au milieu d'une foule déchaînée.

Ducasse alerta tous les régiments de la 10e D.P. D'abord, le colonel Romain-Desfossés, commandant le 6e R.P.C. à Blida. Il fonça aussitôt sur Alger annonçant que le régiment suivait unanimement Massu. Il en fut de même pour le colonel Mayer, commandant le 1er R.C.P. Jeanpierre, commandant le 1er R.E.P., engagé sur la frontière tunisienne, fit savoir qu'il lui était impossible de se rendre à Alger mais que son régiment et lui-même étaient de tout cœur avec nous.

Le colonel Lemire, commandant le 2e R.C.P., était provisoirement détaché à Constantine aux ordres du général Gilles. Celui-ci – non sans raison – venait d'être placé à la tête de ce corps d'armée tout en conservant le commandement des parachutistes. Rappelé à Alger par le général Allard, Lemire, dès son arrivée, se mit à la disposition du général Massu.

Ainsi, toute la 10e D.P., sans poser de question, avait fait bloc et restait aux ordres du général Massu dans ces circonstances exceptionnelles. Mais hors de la division, c'était l'attentisme et la prudence ; en fait, personne ne suivait.

Le colonel Godard, commandant le secteur Alger-Sahel, s'était éclipsé. Ce n'est que le lendemain matin qu'il rallia le mouvement. Cette attitude, Massu ne devait jamais l'oublier.

Le général Massu fut assailli de coups de téléphone émanant de diverses per-

Trinquier veut faire tirer sur les blindés

sonnalités civiles et militaires de France et d'Algérie, stupéfaites par la décision que nous avions prise. Ces conversations, hâtives, ambiguës, dissimulaient mal de sévères critiques. Elles ne nous apportaient aucun encouragement. Il me demanda alors de l'accompagner auprès du général Salan, qui se trouvait dans un bureau voisin avec le général Allard et l'amiral Auboyneau. En quelques mots il exposa la décision que nous venions de prendre. Il n'obtint aucune réponse, ni du général Salan ni des officiers qui l'entouraient. A mon tour, j'essayai d'expliquer notre situation; sans plus de succès. Cependant, connaissant le général Salan depuis plus de vingt ans, je savais que cette attitude n'était pas une désapprobation. Dans le cas contraire, il nous l'aurait dit. Nous étions les pions jetés en avant. Nous n'avions plus qu'à foncer.



Camus/Paris-Match

Mes officiers vinrent alors m'annoncer que le colonel Ducournau, chef du cabinet militaire de Lacoste, enfermé dans son bureau, rameutait tous les blindés disponibles pour reprendre le Gouvernement général. Un officier du 3e bureau du C.A. d'Alger – qui ne voulait pas dire son nom – m'appela au téléphone :

– Mon colonel, me dit-il, le C.A. vient d'alerter la D.M.R. pour reprendre le G.G.

Le colonel Rolin, chef du 3e bureau du général Salan, m'appela à son tour :

– Tu es fou de te lancer dans cette aventure ! Tu sais que je suis un bon camarade : tu vas te casser la gueule ; arrête pendant qu'il en est temps. J'ai peur que tu ne te rendes pas compte de la situation dans laquelle tu t'es mis. C'est pour ça que je t'avertis.

– Je te remercie. Tu as peut-être raison. Mais au point où nous en sommes, nous ne pouvons plus reculer. Tu es bien placé pour nous aider.

Au rez-de-chaussée, deux escadrons de gendarmes venaient de recevoir l'ordre – nous ne savions de qui – de faire évacuer le G.G. Mousqueton en main, ils démarraient face à la foule. Le capitaine Vitasse put *in extremis* les arrêter.

Quelques officiers de mon régiment prirent discrètement contact avec le colonel Bigeard et lui demandèrent de venir à Alger. Il fit la sourde oreille. Pour lui, l'heure d'agir n'avait pas encore sonné.

Le général Gilles, appelé par téléphone par le général Massu, fut très difficile à atteindre. Il répondit évasivement qu'il avait besoin de réfléchir avant de prendre une décision. Il restait en liaison permanente avec Chaban-Delmas, à Paris. Nous avions intercepté une de ses communications téléphoniques :

– On fera en sorte, disait-il, que tout reste dans l'ordre. Je m'entends bien avec mon préfet. Pas de couillonnades.(1)

Le général Réthoré avait envoyé à ses troupes le message suivant :

En raison troubles à Alger, vous précise n'exécuter que les ordres venant du C.A. d'Oran. En particulier, ordres venant d'Alger ne sont pas exécutables.

Le seul message réconfortant de la soirée nous vint du Sahara. Il était adressé au général Massu :

Fatigués des abandons successifs de nos gouvernements, nous, officiers, sous-officiers, soldats, groupes et populations civiles du Sahara venons nous rallier au C.S.P. d'Alger.

L'heure n'était pas à l'euphorie. Hors de la 10e D.P., personne ne suivait.

La menace la plus directe venait de la D.M.R., qui avait été alertée pour reprendre le G.G. C'était une menace de taille. Je donnai l'ordre au capitaine Renauld, chef du 2e bureau du 3e R.P.C., de ramener de la base arrière du régiment, à Sidi-Ferruch, tous les bazookas et, au cas où la D.M.R. marcherait sur le G.G., d'ouvrir sans préavis le feu sur les premiers chars qui se présenteraient. Cette décision ne tarda pas à être connue des officiers de la D.M.R. Ils restèrent effectivement alertés jusqu'au 17 mai, mais ils ne se mirent jamais en route.

Cette décision donna à réfléchir à beaucoup. On voyait mal, en effet, comment la troupe aurait pu déloger du G.G. une 10e D.P. fermement décidée à y rester.

A cette époque, toutes les communica-

Camus/Paris-Match

◀ Sur le Forum, le colonel Godard parlemente avec les manifestants. Il commande le secteur Alger-Sahel et, à ce niveau, le maintien de l'ordre dans la ville. Lourde tâche. Il faut éviter toute effusion de sang. C'est Godard qui, pour calmer les manifestants, fera retirer les C.R.S. du Forum et donner les paras. Le lendemain, 14 mai, il est nommé directeur de la Sûreté nationale en Algérie.

(1) *N.D.L.R.* Le général Saint-Hillier, chef d'état-major du général Gilles, donne une explication différente de cette attitude. C'est sur l'ordre du général Salan que le commandant de la région de Constantine ne prit pas l'initiative de se rendre le 13 mai à Alger. Le commandant en chef qui ne pouvait avoir de liaisons radio libres assurées après l'occupation du G.G. avait demandé au général Gilles qui était en liaison avec Pierre de Chevigné et Jules Moch de rester à Constantine. C'est sur l'ordre du général Saint-Hillier que le colonel Bigeard ne fit pas mouvement sur Alger avec les éléments du centre d'entraînement de Philippeville.



◀ Les musulmans les appellent aussi les « paras-casquettes », à cause de l'étrange couvre-chef dont Bigeard les a coiffés et qui aiguise encore leur allure. Ils passent dans les rues d'Alger en chantant. Ici, rue Colonna-d'Ornano.



Les centurions ▶ bivouaquent dans le palais investi. C'est l'heure sacro-sainte des rations et des bouteilles de bière. Pour un temps, on remise les armes. Ici, on ne craint pas les embuscades, sinon celles de l'Histoire.

Camus/Paris-Match



L'habitude des ▶ djebels. Ils dorment à la dure, couchés sur le marbre comme sur un lit de plumes. Ils ne savent pas très bien ce qui se trame dans tous ces bureaux qu'on leur a demandé de garder. Toute la nuit, ils occuperont le G.G. Le bruit court que des blindés veulent le reprendre. A cette heure-là, seule la 10ᵉ D.P., selon le colonel Trinquier, est engagée à fond dans le mouvement de mai. « Hors la 10ᵉ D.P., c'était le vide, personne ne suivait. » Trinquier était décidé à faire ouvrir le feu sans préavis sur le premier char venu. Mais rien ne vint.

Camus/Paris-Match

tions téléphoniques avec la métropole passaient par Alger. Nous avions donc la possibilité de les écouter. Nous connaissions ainsi les militaires et les fonctionnaires qui assuraient le gouvernement de leur fidélité. Il était ensuite édifiant de les appeler et de les entendre préciser une position contraire...

Vers le 20 mai, l'amiral Gelé, à Oran, envoya un capitaine de vaisseau de son état-major prendre le vent auprès du général Massu. Il demanda au colonel Ducasse ce qu'il devrait dire à l'amiral.

– J'ai sous le coude les écoutes téléphoniques de ses conversations avec Paris, lui dit en souriant Ducasse.

Quelques jours après, l'amiral Gelé avait rejoint le mouvement.

L'amiral Auboyneau, pourtant gaulliste de la première heure, nous assurait qu'il était moralement avec nous, mais il attendait pour se prononcer officiellement. Il était O.T.A.N., disait-il. Il ne pouvait pas prendre une position fracassante qui pût nuire à nos relations internationales.

Le 15 mai au matin, je reçus la visite de deux jeunes capitaines que j'aimais beaucoup : Guilleminot et Grazziani (1), détachés par la 10ᵉ D.P. à Constantine auprès du général Gilles. Les événements d'Alger les avaient enthousiasmés. Ils étaient navrés qu'à Constantine il ne se fût encore rien passé.

– Que faut-il faire? me dirent-ils. Le général attend; il ne veut rien faire et surtout rien dire.

– Faites n'importe quoi, mais faites quelque chose! Prenez, par exemple, la préfecture, comme à Oran. Comment!... vous, Guilleminot et Grazziani, il vous faut des ordres? Ma parole, vous avez la trouille!...

Le rôle de Delbecque

Le mot « trouille », qui m'avait échappé, les avait cinglés comme un coup de cravache. Sans un mot de plus, ils partirent pour Constantine et, sans en référer à personne, avec un autre capitaine, ils s'en allèrent arrêter leur préfet.

Longtemps après, ce coup de force des trois capitaines fut la gloire du général Gilles...

Comme nous l'espérions, le général Salan se rallia ouvertement au mouvement le lendemain matin. Aussitôt, j'allai le voir pour le mettre au courant de ce qui se passait au C.S.P. et, en particulier, pour l'entretenir du rôle inquiétant que tentaient de jouer Léon Delbecque et son équipe.

– Je sais, me dit-il, il grenouille ici depuis des mois avec l'appui constant de Chaban-Delmas, sans que je puisse rien faire. Je suis à peu près au courant de leurs projets. Mais, avec Massu, vous avez démoli leur plan de bataille. L'opération devait être menée par Gilles, Bigeard et Cie. Ils devaient d'abord m'arrêter. Mais ils n'ont toujours pas bougé. Pour eux, l'heure est maintenant ▶

(1) Tués tous deux quelques mois plus tard en Algérie.



Éric Lessing/Magnum

◄ Massu a le sourire. Tout compte fait, ça ne s'est pas trop mal passé pour lui. Il arrivait en tempête, pour faire évacuer le Forum, et le voilà à la tête du C.S.P. d'Alger ! Ce soir-là, il devait dîner à la Banque d'Algérie...

Massu et ses colonels sur "orbite gaulliste"

passée. Il y a longtemps que je suis au courant de leurs manigances. Mais je n'y pouvais rien.

Il fallut plus d'une semaine pour que l'armée, poussée par la population d'Algérie et par les C.S.P. qui s'installaient dans toutes les villes, suivît le mouvement. Elle devint alors une force irrésistible, capable de balayer sans opposition possible le gouvernement de la IVe République et d'imposer en France un gouvernement de salut public en mesure de sauver l'Algérie.

– Ne faisons pas d'ostracisme, comme les gaullistes à la Libération, ne cessait de répéter Ducasse. Ouvrons les portes, nous aurons besoin de tout le monde.

C'est ainsi, par exemple, que le colonel Ducournau, dont le renvoi en métropole avait été décidé à la suite de son attitude le soir du 13 mai, fut autorisé à rejoindre, à Constantine, le général Gilles, qui l'avait réclamé.

La partie était gagnée en Algérie ; restait la métropole qu'il fallait entraîner. Des officiers y furent discrètement envoyés et Ducasse suivait de près les renseignements qu'ils nous transmettaient.

La demi-brigade de parachutistes coloniaux, commandée par le colonel Château-Jobert, fut la première à suivre le mouvement. Puis toutes les unités de la Ve région militaire aux ordres du général Miquel. A Paris, le régiment de blindés cantonné à Saint-Germain, aux ordres du colonel Gribius, suivit. Chaque jour apportait de nouveaux ralliements. D'abord, un escadron de gardes mobiles, puis deux, puis la totalité. Puis les C.R.S. Enfin, toute la police parisienne fut prête à se ranger à nos côtés.

Ducasse avait été chargé de préparer le plan « Résurrection » qui devait permettre de transporter le siège du mouvement à Paris.

La bombe Bigeard

Le général Gilles s'empressa de venir à Alger. Il fit au G.G., avec son état-major, une entrée très remarquée et bien préparée. Il prononça au balcon, comme tous nos grands chefs faisaient à cette époque, une courte allocution dont on avait surtout retenu que tous les parachutistes étaient ses subordonnés. Puis il rendit visite au général Massu.

– Je suis à la tête de 400 000 hommes, lui dit-il. Je suis prêt à me rendre à Paris. Où en êtes-vous des préparatifs ?

Massu, qui avait mal digéré la phrase du général Gilles lui rappelant qu'il était son subordonné, feignit de tout ignorer d'une semblable préparation.

– J'ai avec moi deux officiers remarquables, poursuivit le général Gilles : Ducournau et Bigeard.

Massu fit remarquer que parler de Ducournau après son attitude au début des événements était vraiment déplacé.

– D'accord, répondit Gilles. Mais Bigeard ? Ce sera à Paris la bombe atomique !

– A Paris, peut-être... Mais ici, chez les parachutistes, son attentisme est durement critiqué. Or il n'est pas encore question de Paris. Je vous tiendrai au courant.

Bigeard était venu lui-même offrir ses services au général Massu. Mais celui-ci les avait refusés.

Ainsi, la démarche du général Gilles était un échec complet. Il se retira assez confus. J'avais assisté à l'entretien et il ne devait jamais me le pardonner.

Mais la menace de l'arrivée en masse des parachutistes à Paris avait suffi pour précipiter les événements. Nos parlementaires s'empressèrent d'aller chercher le général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Églises où il n'attendait qu'un geste pour se manifester.

Le général de Gaulle au pouvoir, le but que s'étaient fixé le général Massu et les parachutistes qui l'avaient suivi au soir du 13 mai était atteint. H

R. TRINQUIER

Mounicq/Holmès-Lebel



Une scène comme on en verra souvent sur le Forum, ► à l'heure où la discipline des paras fondait un peu au soleil de mai, à l'heure où les capitaines recevaient en plein vent, un vent qui jouait dans les voiles... L'heure où les colonels étaient tout-puissants...

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoint : *Charles Meyer*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS 14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581
Prix de vente au numéro : France, 3 F – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Île, 1070-BRUXELLES CCP 416-69
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
(13 au 31 mai 1958)

FRANCE

13 : manifestation à Alger. Constitution d'un Comité de salut public qui lance un appel au général de Gaulle.
Pierre Pflimlin est investi par 274 voix contre 129.

14 : message de René Coty à l'armée d'Algérie.

15 : élargissement du gouvernement : Guy Mollet devient vice-président du Conseil. Pinay, pressenti, se récuse. Jules Moch, Albert Gazier et Max Lejeune entrent au gouvernement.
Déclaration de De Gaulle, qui dit se tenir prêt à assumer les pouvoirs de la République.

16 : l'Assemblée vote la loi instituant l' « état d'urgence ».
A Alger, nouvelle manifestation avec la participation de nombreux musulmans.

17 : démission du général Ély, chef d'état-major des forces armées.

18 : clôture du XIVe congrès du M.R.P.

19 : conférence de presse du général de Gaulle.

20 : l'Assemblée vote le renouvellement des pouvoirs spéciaux au gouvernement Pflimlin.

22 : création à Paris d'un Comité de défense républicaine.

23 : des comités de salut public commencent à se constituer dans le Sud-Ouest et la région lyonnaise.

24 : un comité de salut public est créé à Ajaccio.

25 : institution de la censure préventive des journaux.

26 : entrevue Pflimlin-de Gaulle à Saint-Cloud.
Débat à l'Assemblée sur les événements de Corse.

27 : troisième déclaration du général de Gaulle.
Débat sur la révision de la Constitution. Confiance au gouvernement Pflimlin.

28 : démission du gouvernement Pflimlin.
Grande manifestation antifasciste à Paris.
Coty délègue Le Troquer et Monnerville auprès du général de Gaulle.

29 : message du président de la République demandant aux parlementaires d'investir le général de Gaulle comme chef du gouvernement.
De Gaulle s'entretient avec René Coty à l'Élysée et accepte de constituer le gouvernement.

30 : journée de consultations à Colombey-les-Deux-Églises.

31 : le général de Gaulle réunit les représentants des groupes parlementaires à l'hôtel La Pérouse.

(à suivre)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LES C.S.P. D'ORAN ET LE PRÉFET

Sommaire

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 4e trim. 1972. – N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 249 - 2 octobre 1972.

Journée historique
hier à Alger

L'ÉCHO D'ALGER
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord
PARIS : 2, rue Chauchat - C.C.P. 19-25 Alger - ALGER : 20, rue de la Liberté. Tel. 373-80 à 85



LES MANIFESTANTS OCCUPENT LE MINISTÈRE DE L'ALGÉRIE
UN COMITÉ DE SALUT PUBLIC, CIVIL ET MILITAIRE



EST CONSTITUÉ
sous la présidence
du général Massu

RADIO-ALGÉRIE
occupé par les paras

SUITE EN PAGE 6

LE TELEGRAMME DU GENERAL MASSU AU PRESIDENT COTY





Pour agir au mieux des intérêts républicains

Le général Salan a délégation du président du Conseil











La manifestation, à la mémoire des soldats exécutés par le F.L.N., organisée au monument aux morts, a rapidement été transformée en « journée et nuit d'insurrection patriotique ». Un moment débordées les autorités militaires reprendront rapidement la situation en main dans la nuit du 13 au 14 mai sans effusion de sang à Alger comme sur l'ensemble du territoire algérien.